

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

4 FÉVRIER 1991

PROPOSITION DE RESOLUTION

sur les armes chimiques

PROPOSITION DE LOI

relative à l'interdiction de la fabrication, du dépôt et de l'utilisation, par la Belgique d'armes chimiques

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
LA DEFENSE NATIONALE (1)

PAR
M. DE RAET

(1) Composition de la Commission :
Président : M. Poswick.

A. — Titulaires :
C.V.P. MM. Cauwenberghs, Desutter, Uyttendaele, Van Hecke, Van Wambeke.
P.S. MM. Biefnot, Denison, De Raet, Janssens, Santkin.
S.P. M. Chevalier, Mme Lefebvre, M. Timmermans.
P.V.V. MM. Devolder, Vermeiren, Vreven.
P.R.L. MM. De Decker, Poswick.
P.S.C. MM. Beaufays, Laurent.
V.U. MM. Candries, Vanhorenbeek.
Ecolo/ M. Van Dienderen.
Agalev

B. — Suppléants :
MM. Bourgeois, Moors, Sarens, Vandebosch, Van Parijs, Van Rompaey.
MM. Féaux, Harmegnies (M.), Mayeur, Mme Onkelinx, MM. Tasset, Vancrombruggen.
MM. Gesquière, Peuskens, Van Steenkiste, Verheyden.
MM. De Croo, Mahieu, Vandermeulen, Van houtte.
MM. Draps, Neven, Pivin.
MM. Detremmerie, Gehlen, Lebrun.
MM. Anciaux, Coveliers, Van Vaerenbergh.
MM. Cuyvers, Simons.

Voir :

- 1379 - 90 / 91 :

— N° 1 : Proposition de résolution de M. Eerdeken et consorts.

- 739 - 88 / 89 :

— N° 1 : Proposition de loi de M. Eerdeken.
— N° 2 : Amendements.
— N° 3 : Avis du Conseil d'Etat.
— N° 4 : Amendements.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

4 FEBRUARI 1991

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

betreffende de chemische wapens

WETSVOORSTEL

betreffende het verbod op de aanmaak, de opslag en het gebruik van chemische wapens door België

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER DE RAET

(1) Samenstelling van de Commissie :
Voorzitter : de heer Poswick.

A. — Vaste leden :
C.V.P. HH. Cauwenberghs, Desutter, Uyttendaele, Van Hecke, Van Wambeke.
P.S. HH. Biefnot, Denison, De Raet, Janssens, Santkin.
S.P. H. Chevalier, Mevr. Lefebvre, H. Timmermans.
P.V.V. HH. Devolder, Vermeiren, Vreven.
P.R.L. HH. De Decker, Poswick.
P.S.C. HH. Beaufays, Laurent.
V.U. HH. Candries, Vanhorenbeek.
Ecolo/ H. Van Dienderen.
Agalev

B. — Plaatsvervangers :
HH. Bourgeois, Moors, Sarens, Vandebosch, Van Parijs, Van Rompaey.
HH. Féaux, Harmegnies (M.), Mayeur, Mevr. Onkelinx, HH. Tasset, Vancrombruggen.
HH. Gesquière, Peuskens, Van Steenkiste, Verheyden.
HH. De Croo, Mahieu, Vandermeulen, Van houtte.
HH. Draps, Neven, Pivin.
HH. Detremmerie, Gehlen, Lebrun.
HH. Anciaux, Coveliers, Van Vaerenbergh.
HH. Cuyvers, Simons.

Zie :

- 1379 - 90 / 91 :

— N° 1 : Voorstel van resolutie van de heer Eerdeken c.s.

- 739 - 88 / 89 :

— N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Eerdeken.
— N° 2 : Amendementen.
— N° 3 : Advies van de Raad van State.
— N° 4 : Amendementen.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné la présente proposition de résolution lors de sa réunion du 30 janvier 1991.

A. DISCUSSION

L'auteur principal de la proposition de résolution fait valoir que l'examen de celle-ci est plus que jamais d'actualité. Il rappelle que lors de la discussion de la proposition de loi n° 739 - 1988/1989 (voir infra), un consensus avait vu le jour pour considérer que la technique la plus adéquate pour faire aboutir la démarche initiale était de présenter une proposition de résolution. Cette initiative a d'ailleurs été appuyée par des membres de différents groupes représentés ou non au sein de la Commission.

Les signataires y font part de leur inquiétude croissante quant à la prolifération des armes chimiques et quant au risque grandissant qu'il soit fait usage de ces armes dans le conflit du Golfe. Il faut d'ailleurs indiquer que le texte de la proposition a été déposé avant que ce conflit n'éclate.

Actuellement, la guerre est malheureusement en cours et des menaces ont été exprimées du côté irakien d'en arriver à l'utilisation d'armes chimiques.

La proposition de résolution se fait également l'écho du fait que le protocole de Genève du 17 juin 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre, de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, présente le défaut de n'interdire que le seul usage des armes chimiques. De plus, il n'a pas donné lieu à une adhésion universelle. Enfin, un certain nombre d'Etats, dont la Belgique, pourtant parties à cet accord, ont exprimé des réserves lors de la signature de celui-ci.

Le membre rappelle que des discussions se poursuivent actuellement à Genève entre Américains et Soviétiques à ce même sujet. La Belgique s'intéresse d'ailleurs de près à l'évolution de ces négociations, qui ont également été engagées sur le plan multilatéral. Le but avoué de toutes ces discussions est d'en arriver, sur le plan planétaire, à une nouvelle norme internationale, qui puisse être appliquée concrètement.

L'intervenant précise également que dans bien des cas, des armes chimiques ont pu être élaborées grâce au concours de firmes européennes. Il a même été fait état de l'implication de certaines entreprises belges.

Le conflit du Golfe a clairement démontré que les pays occidentaux ne sont pas parvenus, au départ de certaines de leurs industries, à empêcher le trafic de produits précurseurs de ces armes chimiques.

Même si l'adoption de cette résolution ne résoudra pas tous les problèmes sur le terrain, notre pays a le devoir moral de ne pas être absent du débat, a fortiori

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit voorstel van resolutie besproken ter vergadering van 30 januari 1991.

A. BESPREKING

De hoofddiener van het voorstel van resolutie wijst er op dat de behandeling van dit voorstel actueler is dan ooit. Hij brengt in herinnering dat tijdens de bespreking van wetsvoorstel n° 739 - 1988/1989 (zie hierna) overeenstemming was bereikt om het aanvankelijke initiatief via het indienen van een voorstel van resolutie tot een goed einde te brengen. Dat initiatief werd overigens gesteund door leden van diverse, al dan niet in de Commissie vertegenwoordigde fracties.

De ondertekenaars uiten in het voorstel hun toenemende ongerustheid over de verspreiding van chemische wapens en het steeds groter wordende risico dat deze wapens in het Golfconflict worden gebruikt. Bovendien moet worden aangestipt dat de tekst van het voorstel werd ingediend voordat het conflict uitbrak.

Jammer genoeg woedt de oorlog thans volop en heeft Irak ermee gedreigd chemische wapens te gebruiken.

Het voorstel van resolutie legt tevens de vinger op een van de tekortkomingen van het Protocol van Genève van 17 juni 1925 betreffende het verbod van het gebruik in de oorlog van stik-, gif- of gelijkaardige gassen en van bacteriologische middelen, met name het feit dat het alleen het gebruik van chemische wapens verbiedt. Bovendien hebben niet alle landen zich bij het Protocol aangesloten. Tenslotte hebben een aantal landen, waaronder België, die partij bij het Protocol zijn, bij de ondertekening daarvan voorbehoud gemaakt.

Het lid herinnert eraan dat de Verenigde Staten en de Sovjetunie precies over dit onderwerp thans in Genève nog besprekingen voeren. België volgt de voortgang van dit eveneens in multilateraal verband gepleegde overleg overigens van nabij. De besprekingen hebben vooral tot doel op mondiaal vlak een internationaal geldende norm uit te werken, die concreet kan worden toegepast.

Voorts wijst spreker erop dat in een groot aantal gevallen Europese bedrijven aan de ontwikkeling van chemische wapens hebben meegewerkt. In dat verband is zelfs gewag gemaakt van de betrokkenheid van een aantal Belgische ondernemingen.

Uit het Golfconflict blijkt duidelijk dat de Westerse landen er niet in zijn geslaagd te voorkomen dat sommige bedrijfstakken in hun respectieve landen in de handel in precursoren voor die chemische wapens worden betrokken.

Zelfs al worden met de goedkeuring van deze resolutie niet alle praktische problemen opgelost, dan nog heeft ons land de morele verplichting in deze discussie

lorsqu'il siège au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le membre passe ensuite en revue les différents alinéas de la proposition de résolution. Il émet enfin le souhait de voir cette initiative faire l'objet d'un très large consensus.

L'intervenant suivant fait remarquer que la formule utilisée pour finaliser l'initiative lui semble être la bonne. Il tient à y apporter le soutien de son groupe, tout en regrettant qu'un membre de celui-ci n'ait pas eu la possibilité de contresigner la proposition.

Il est rejoint en cela par *un autre membre*, qui est également d'avis qu'il faut œuvrer contre la prolifération de l'armement chimique.

Un orateur relève encore que la proposition de résolution témoigne de beaucoup de bonne volonté de la part des signataires. Il concède que notre importance pour le moins relative sur le plan international doit inciter à une certaine « modestie » dans l'expression de ces bonnes intentions.

Toutefois, le membre est d'avis que l'on aurait pu se montrer plus exigeant à l'égard du Gouvernement.

Il rappelle que le « Groupe australien » a relevé quelque cinquante produits chimiques qui pouvaient être utilisés plus ou moins facilement, pour confectonner des armes chimiques. Notre pays s'est cependant attaché assez longtemps à ne limiter l'exportation que de huit de ces produits. En 1989, le Ministre des Affaires économiques a fait ajouter un neuvième produit à cette liste. Il en reste donc 41 qui peuvent être utilisés librement pour produire ce type d'armes.

L'Allemagne fédérale, qui appartient également au Groupe australien, a, par contre, interdit l'exportation de quarante de ces produits, même si l'on peut désormais avoir des doutes quant à l'effectivité de cette mesure.

Le même intervenant en revient aux réserves exprimées par un grand nombre d'Etats parties au protocole de Genève de 1925. Ils ont notamment fait valoir qu'ils n'utiliseraient pas en premier des armes chimiques mais que celles-ci pourraient être engagées contre un agresseur qui en aurait fait usage. Cette disposition permet donc la fabrication, le stockage et l'usage, à titre expérimental, de ces armes.

Il faudrait donc, tout au moins, suggérer dans la proposition de résolution que la Belgique lève cette réserve dont était assortie son adhésion au protocole de Genève. Nombre de pays n'ont d'ailleurs jamais exprimé de telles réserves.

Enfin, l'orateur regrette que l'on ait renoncé à l'idée de départ, qui était d'aboutir à une législation en la

niet afwezig te blijven, te meer daar België thans zitting heeft in de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties.

Het lid geeft vervolgens een puntsgewijs overzicht van het voorstel van resolutie. Hij spreekt de wens uit dat over dit initiatief een ruime consensus tot stand komt.

De volgende spreker attendeert erop dat dit initiatief zijns inziens in de passende vorm is gegoten. Namens zijn fractie wenst hij zijn steun voor dit initiatief uit te spreken, ofschoon hij betreurt dat een van de leden van zijn fractie niet de mogelijkheid is geboden het voorstel mede te ondertekenen.

Een ander lid valt dit standpunt bij en acht inspanningen ter voorkoming van de verspreiding van chemische wapens noodzakelijk.

Een spreker wijst erop dat de ondertekenaars met hun voorstel van resolutie blijk geven van een aanzienlijke dosis bereidwilligheid. Hij geeft toe dat onze op zijn minst relatief bescheiden internationale positie ons ertoe moet aanzetten bij het uiten van onze bereidwilligheid enige « bescheidenheid » aan de dag te leggen.

Niettemin is het lid van oordeel dat ten aanzien van de Regering een veeleisender houding kon worden aangenomen.

Hij brengt in herinnering dat de « Groep Australië » de aandacht heeft gevestigd op een lijst van ongeveer vijftig chemische produkten die zonder al te grote moeilijkheden voor de aanmaak van chemische wapens kunnen worden gebruikt. Gedurende geruime tijd heeft ons land zich evenwel voorgenomen de uitvoer van slechts acht van deze produkten te beperken. In 1989 is op initiatief van de Minister van Economische Zaken daaraan een negende produkt toegevoegd. Aldus resten er alsnog 41 produkten waarmee dit soort wapens onbelemmers kan worden aangemaakt.

Duitsland, dat eveneens lid is van de « Groep Australië », heeft evenwel de uitvoer van veertig van de op voormelde lijst voorkomende produkten verboden, ofschoon over de doelmatigheid van deze maatregel kan worden getwijfeld.

Dezelfde spreker komt terug op het voorbehoud dat een groot aantal landen die partij zijn bij het Geneefse Protocol van 1925, heeft gemaakt. Die landen hebben met name doen gelden dat zij niet als eerste chemische wapens zouden gebruiken, maar eventueel wel tot het gebruik daarvan zouden overgaan indien een agressor tot dergelijke wapens zijn toevlucht heeft genomen. Dientengevolge zijn de aanmaak, de opslag en het gebruik van deze wapens mogelijk.

Mede gelet daarop is het op zijn minst wenselijk dat in het voorstel van resolutie wordt gesuggereerd dat België het bij zijn toetreding tot het Protocol van Genève gemaakte voorbehoud intrekt. Een groot aantal landen heeft overigens nooit een dergelijk voorbehoud gemaakt.

Ten slotte betreurt spreker dat is afgezien van het oorspronkelijke idee om ter zake wetgevend op te tre-

matière, pour en arriver à une résolution dont on connaît la portée généralement plus limitée.

Toutefois, le groupe auquel appartient le membre soutiendra la proposition.

*
* *

Avec l'accord des signataires de la proposition de résolution, *MM. De Decker, Vreven et Beaufays* cōtresignent également le document n° 1379/1.

*
* *

Auparavant, la Commission avait également consacré deux réunions à l'examen de la proposition de loi n° 739 de M. Eerdekens relative à l'interdiction de la fabrication, du dépôt et de l'utilisation des armes chimiques.

Lors de la première de ces réunions, l'auteur de la proposition de loi renvoie à ses développements et rappelle qu'elle fut déposée juste après l'utilisation d'armes chimiques dans le conflit Iran-Irak. Il évoque, à ce propos, la situation d'un village kurde dont la population civile fut décimée à l'aide de telles armes. Plus récemment encore, la Libye fut accusée d'avoir fait construire une usine destinée à fabriquer ce type d'armement.

A cette occasion, il est apparu que des sociétés ouest-allemandes mais aussi des personnes physiques et morales belges avaient prêté leur concours à cette réalisation.

Notre pays est d'autant plus sensible à une telle problématique qu'il a lui-même servi de champ d'expérimentation à ces armes durant la première guerre mondiale; il est donc important de marquer le coup et de les éliminer du territoire belge.

L'auteur ajoute enfin qu'une disposition de l'article 3 laisse au Gouvernement un délai de cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1990, pour détruire « proprement » les stocks d'armes chimiques de la première guerre.

Un membre souligne le caractère éminemment sympathique de cette initiative mais regrette toutefois qu'elle n'interdise pas également le transit de telles armes encore actuellement détenues par les Alliés.

Il serait, dans ce contexte, intéressant de revoir la loi du 11 avril 1962 autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord pour y insérer ces limitations. Le Conseil d'Etat a d'ailleurs déjà confirmé que le législateur pouvait limiter les moyens

den en de voorkeur is gegeven aan een resolutie, waarvan bekend is dat deze een beperkter draagwijdte heeft.

Niettemin zal de fractie waartoe hij behoort, haar steun aan het voorstel betuigen.

*
* *

Met instemming van de ondertekenaars van het voorstel van resolutie wordt stuk 1379/1 medeondertekend door de heren *De Decker, Vreven* en *Beaufays*.

*
* *

Tevoren had de Commissie tevens twee vergaderingen gewijd aan de bespreking van wetsvoorstel n° 739 van de heer Eerdekens betreffende het verbod op de aanmaak, de opslag en het gebruik van chemische wapens door België.

Op de eerste vergadering verwees *de indiener* van het wetsvoorstel naar zijn toelichting en herinnerde hij eraan dat het voorstel ingediend werd net nadat in de oorlog Iran-Irak chemische wapens waren gebruikt. Hij brengt in dat verband het Koerdische dorp ter sprake waarvan de burgerbevolking met dergelijke wapens praktisch uitgeroeid werd. In een meer recent verleden werd Libië ervan beschuldigd een fabriek voor de vervaardiging van dat soort wapens te hebben laten bouwen.

Bij die gelegenheid is overigens gebleken dat Westduitse firma's, maar ook Belgische natuurlijke en rechtspersonen aan de realisatie van dat project meegewerkt hadden.

Ons land is des te gevoeliger voor dergelijke problemen, daar het tijdens de eerste wereldoorlog zelf als proefterrein voor dergelijke wapens gediend heeft; wij moeten dan ook kordaat optreden en die wapens van het Belgische grondgebied verwijderen.

De indiener van het wetsvoorstel wijst er ten slotte op dat de Regering krachtens een bepaling van artikel 3 over een op 1 januari 1990 ingaande termijn van vijf jaar beschikt om de voorraden chemische wapens uit de eerste wereldoorlog op de meest milieuvriendelijke wijze op te ruimen of te vernietigen.

Een lid vindt dat een uiterst sympathiek initiatief, maar betreurt evenwel dat er daarnaast geen verbod komt voor de doorvoer van dergelijke wapens die momenteel nog in het bezit zijn van de Geallieerden.

In dat verband verdient het wellicht aanbeveling dat de wet van 11 april 1982 die de doortocht en het verblijf in België toestaat van de troepen van de met België door het Noord-Atlantisch Verdrag verbonden landen wordt herzien om er die beperkingen in op te nemen. De Raad van State heeft trouwens reeds

que le Roi met en œuvre pour assurer la défense du territoire.

De plus, la proposition ne prévoit aucune sanction ce qui permet à l'intervenant de douter de son efficacité. *M. Van Dienderen* dépose à cet effet un amendement n° 2 (Doc. n° 739/2) visant à insérer un article 3bis instaurant des sanctions. Les éventuelles infractions seraient punies des peines prévues par la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

L'amendement dispose également que toute personne qui, de par sa fonction, sa profession ou son occupation, pouvait savoir que les substances ou les armes qu'elle négociait ou faisait négocier, portait ou faisait porter, fabriquait ou faisait fabriquer, devaient être considérées comme prohibées par la présente loi, est solidairement responsable.

Elle sera considérée comme complice de l'infraction, même si elle n'a aucune responsabilité finale dans l'acte commis.

De plus, si le contrevenant ou son complice exerce une fonction publique ou est investi d'un mandat public, il sera condamné à une peine double.

Un amendement n° 1 du même auteur vise à définir dans cette proposition plus précisément la notion d'armes chimiques, à l'instar du travail technique réalisé par la Commission à Genève.

Le membre rappelle qu'il est urgent d'œuvrer pour une interdiction totale, à un niveau international, de ces armes qui ne sont guère défensives et qui ne permettent pas de faire une distinction entre victimes civiles et militaires.

L'intervenant suivant fait valoir que nos eaux territoriales contiennent nombre d'armes, dont certaines d'origine chimique, qui y ont été immergées juste après chacun des deux conflits mondiaux.

Même si des spécialistes affirment que ces armes sont devenues inoffensives, il est intéressant de s'en assurer définitivement.

Un autre orateur se déclare d'accord avec l'esprit de la proposition mais juge utile de consulter le Conseil d'Etat à propos des compétences en la matière et de la rédaction du texte. C'est ainsi que la notion d'« arme chimique » n'est pas clairement définie.

Un membre apporte également son soutien au texte déposé puisqu'il se situe dans le prolongement de celui qui avait été proposé antérieurement par MM. Chevalier et Van Miert (Doc. n° 498/1 - 1985/1986).

A la lumière de l'avis formulé à l'époque par le Conseil d'Etat, son groupe examine dans quelle mesure la présente proposition pourra encore être améliorée, afin que ses dispositions puissent être appliquées de façon aussi stricte que possible.

bevestigd dat de wetgever beperkingen kan opleggen aan de middelen die de Koning aanwendt om de verdediging van het grondgebied te waarborgen.

Voorts voorziet het voorstel in geen enkele sanctie, zodat de doeltreffendheid ervan kan worden betwijfeld. *De heer Van Dienderen* stelt derhalve een amendement n° 2 voor tot invoeging van een artikel 3bis dat sancties oplegt. Eventuele overtredingen zouden worden bestraft met de straffen waarin is voorzien bij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

Het amendement bepaalt bovendien dat elkeen die uit hoofde van zijn ambt, beroep of bezigheid kon weten dat de stoffen of de wapens waarmee hij handelde of die hij liet verhandelen, droeg of liet dragen, vervaardigde of liet vervaardigen, moesten beschouwd worden als verboden door deze wet, hoofdelijk verantwoordelijk is.

Zelfs als hij geen eindverantwoordelijkheid heeft in een bepaalde handeling zal hij nog beschouwd worden als medeplichtig aan de overtreding.

Bovendien ziet de overtreder, of zijn medeplichtige, in openbare dienst of met een openbaar ambt, zijn straffen verdubbelen.

Een amendement n° 1 van dezelfde auteur beoogt in dat voorstel een deugdelijke definitie te geven van het begrip chemische wapens, een definitie waarvan het belang trouwens door een technische werkgroep van de desbetreffende Commissie te Genève aangegeven werd.

Het lid herinnert eraan dat dringend dient te worden gestreefd naar een internationaal verbod van die wapens die nauwelijks defensief zijn en ieder onderscheid tussen burgerlijke en militaire slachtoffers onmogelijk maken.

De volgende spreker merkt op dat er zich in onze territoriale wateren een groot aantal wapens bevinden waarvan sommige van chemische oorsprong zijn; ze werden meteen na elke van de twee wereldoorlogen in zee gedumpt.

Ook al beweren specialisten dat die wapens onschadelijk geworden zijn, toch zou men daarover het best eens en voor altijd uitsluitsel geven.

Nog een andere spreker is het met de opzet van het voorstel eens. Hij acht het evenwel raadzaam dat de Raad van State over de bevoegdheden ter zake en over de formulering van de tekst wordt geraadpleegd. Zo wordt het begrip chemisch wapen bijvoorbeeld niet duidelijk omschreven.

Een lid gaat op zijn beurt akkoord met de ingediende tekst, want die ligt zijn inziens in het verlengde van die welke voordien door de heren Chevalier en Van Miert was voorgesteld (Stuk n° 498/1 - 1985/1986).

In het licht van het destijds door de Raad van State uitgebrachte advies zal zijn fractie nagaan in welke mate het huidige voorstel nog voor verbetering vatbaar is opdat de bepalingen ervan zo strikt mogelijk toepassing kunnen vinden.

Un autre intervenant rappelle que des discussions avaient, à l'époque, démontré qu'il fallait, à l'évidence, opérer une distinction entre les attitudes à adopter en temps de paix, de crise ou de guerre. Il n'est pas davantage fait référence aux importants travaux qui se déroulent en ce moment à Genève.

Le membre est également d'avis que le problème du transit d'armes chimiques appartenant à l'Alliance est un faux problème. Cela n'a, en effet, aucun sens de stocker des armes chimiques en Belgique; elles n'ont une utilité que dans la mesure où elles se trouvent à proximité de la ligne de front.

L'orateur déplore, en outre, les insinuations contenues dans l'exposé des motifs à l'égard de personnes physiques ou morales belges impliquées dans le projet d'équipement libyen. Il faut être explicite en la matière: si elles sont impliquées, il faut les nommer, mais dans le cas contraire, il ne faut pas y faire allusion.

Enfin, il est important de ne pas confondre les armes bactériologiques et les armes chimiques. La législation sur l'armement bactériologique est d'ailleurs beaucoup plus avancée. En tout état de cause, l'avis du Conseil d'Etat semble ici aussi inéluctable.

Le Ministre de la Défense nationale constate que le fond de la discussion semble faire l'unanimité. Il estime aussi qu'un problème de compétences se pose à l'évidence.

Pour ce qui concerne la problématique des armes chimiques de la première guerre, le CMCES a déjà décidé de solutionner le problème posé par le dépôt de munitions de Poelkapelle (Houthulst). Entretemps, un protocole d'accord est intervenu entre le Département de la Défense nationale et le Cabinet du Secrétaire d'Etat à l'Environnement pour répartir le travail et les fonds afin d'éliminer définitivement ce chancre.

Il convient d'ailleurs de rappeler que depuis la Conférence d'Oslo de 1981, il n'est plus question d'immerger, comme autrefois, de telles armes dans le Golfe de Gascogne.

L'usine prévue pour cette élimination devrait être opérationnelle dès 1991. La Défense nationale consacrerà 150 millions à son édification et au traitement des armes jusqu'au moment de l'élimination de la substance toxique, activité prise en charge par le Secrétariat d'Etat à l'Environnement, puisqu'il s'agit là d'une de ses compétences.

Le Ministre fait remarquer que vu l'état d'avancement de ce dossier, le moratoire de cinq ans formulé dans la présente proposition se retournerait pratiquement contre ceux qui souhaitent que l'élimination se produise le plus vite possible. Assez paradoxalement et par la force des choses, le délai est plus laxiste que l'action qui sera prochainement menée.

Een andere spreker herinnert eraan dat uit discussies indertijd gebleken is dat vanzelfsprekend een onderscheid noodzakelijk is tussen de standpunten die in vredetijd, in crisistijd of in tijd van oorlog dienen te worden ingenomen. Daarnaast vindt hij het jammer dat ook niet verwezen wordt naar de belangrijke werkzaamheden die op dit ogenblik in Genève plaatsvinden.

Hetzelfde lid meent voorts dat het probleem van de doorvoer van aan het Bondgenootschap toebehorende chemische wapens een vals probleem is. Het heeft immers geen zin chemische wapens in België op te slaan aangezien die wapens alleen nut hebben als ze zich in de nabijheid van het front bevinden.

Daarenboven betreurt dezelfde spreker de insinuaties als zouden Belgische natuurlijke of rechtspersonen bij het Libische uitrustingsproject betrokken zijn geweest; men moet duidelijke taal spreken: als er personen zijn die daar iets mee te maken hebben gehad, moet men ze met name noemen, maar als dat niet het geval is mag daarop niet worden gezinspeeld.

Ten slotte mogen bacteriologische wapens niet worden verward met chemische wapens. De wetgeving op de bacteriologische bewapening is trouwens al veel verder gevorderd. Hoe dan ook, het advies van de Raad van State lijkt ook hier onvermijdelijk.

De Minister van Landsverdediging constateert dat men het over de grond van de zaak eens is en ook volgens hem lijkt het geen twijfel dat hier een bevoegdheidsprobleem rijst.

Inzake het probleem van de chemische wapens uit de eerste wereldoorlog heeft het MCESC reeds een oplossing uitgedokterd voor het munitiedepot van Poelkapelle (Houthulst). Inmiddels werd tussen het departement van Landsverdediging en het kabinet van de Staatssecretaris voor Leefmilieu overeenstemming bereikt inzake de verdeling van de taken en de fondsen om die plaag definitief uit te roeien.

Er zij trouwens aan herinnerd dat sinds de Conferentie van Oslo van 1981 dergelijke wapens niet langer in de Golf van Biskaje mogen worden gedumpt zoals dat vroeger wel het geval was.

De voor de verwijdering van die wapens geplande fabriek zou vanaf 1991 bedrijfsklaar moeten zijn. Het departement van Landsverdediging zal 150 miljoen uittrekken voor de bouw ervan en voor de behandeling van de wapens tot op het ogenblik van de verwijdering van de giftige stoffen, welke taak wordt toevertrouwd aan de Staatssecretaris voor het Leefmilieu, die daarvoor bevoegd is.

De Minister merkt op dat, gelet op de vordering van de behandeling van dat dossier, het in het huidige voorstel geformuleerde moratorium van vijf jaar zich praktisch zou keren tegen degenen die wensen dat die wapens zo spoedig mogelijk worden uitgeschakeld. Het is vrij paradoxaal en het kan moeilijk anders dat die termijn van meer toegeeflijkheid getuigt dan de actie die eerlang zal worden ondernomen.

D'autre part, la présence au large de Zeebrugge et de Heist de quantités considérables d'armes chimiques pose une question de compétences réparties entre le pouvoir national et la Région flamande. L'avis du Conseil d'Etat serait également utile à cet égard. Il sera aussi intéressant d'éviter toute allusion trop exclusive aux armes de la première guerre mondiale.

Le Ministre annonce, enfin, son intention de consulter, d'une part, le Ministre des Affaires étrangères afin d'assurer une meilleure concordance du texte avec les travaux actuellement menés à Genève et, d'autre part, les Forces armées pour les implications purement militaires.

*
* *

A la demande de la Commission le Président de la Chambre a sollicité l'avis du Conseil d'Etat. Cet avis a été émis le 13 décembre 1989 (Doc. n° 739/3).

Après cet avis, M. Eerdeken a introduit les amendements n°s 3, 4, 5 et 6, visant à remplacer le texte des articles 1^{er}, 2, 3 et 4.

*
* *

Lors de la réunion suivante, le *Ministre* fournit de plus amples renseignements au sujet du dépôt de Poelkapelle.

L'étude de la définition des besoins est terminée. Les études sont actuellement au stade de l'avant-projet.

Les plans et les documents d'adjudication doivent être achevés pour la mi-1991 et doivent permettre à ce moment d'entamer la procédure d'adjudication. Le début des travaux est planifié fin 1991. Ces travaux devraient être terminés pour fin 1992.

L'estimation du coût des études s'élève à 15 millions; ces crédits ont déjà été engagés. L'estimation actuelle du montant des travaux est de 145 millions.

Il y a actuellement 184 tonnes de munitions présumées toxiques stockées à Poelkapelle, dont 14 tonnes amenées cette année. Il n'est pas possible de préciser la proportion exacte de munitions réellement toxiques existante dans ce stock. L'installation projetée devra lors d'une première manipulation, faire le tri entre munitions toxiques et non toxiques, avant de passer au démantèlement proprement dit.

La réception qualitative du robot destiné aux manipulations sur le site est prévue fin octobre et sa livraison au mois de novembre.

Overigens doet de aanwezigheid voor de kust van Zeebrugge en Heist van aanzienlijke hoeveelheden chemische munitie een probleem rijzen in verband met de verdeling van de desbetreffende bevoegdheid tussen het centraal gezag en het Vlaams Gewest. Het zou nuttig zijn ook daarover het advies van de Raad van State in te winnen terwijl men misschien beter al te exclusieve zinspelingen op de wapens uit de eerste wereldoorlog vermijdt.

Ten slotte geeft de Minister het voornemen te kennen enerzijds de Minister van Buitenlandse Zaken te raadplegen om de tekst van het voorstel beter in overeenstemming te brengen met de thans in Genève aan de gang zijnde werkzaamheden en anderzijds met de strijdkrachten overleg te plegen over de louter militaire consequenties van het voorstel.

*
* *

Op verzoek van de Commissie heeft de Voorzitter van de Kamer het advies van de Raad van State ingewonnen. Dat advies werd op 13 december 1989 uitgebracht (Stuk n° 739/3).

Na dat advies heeft de heer Eerdeken, met het oog op de vervanging van de tekst van de artikelen 1, 2, 3 en 4, de amendementen n°s 3, 4, 5 en 6 ingediend.

*
* *

Tijdens de volgende vergadering verstrekt de *Minister* nadere inlichtingen over het depot van Poelkapelle.

De behoefteanalyse is rond; de studie bevindt zich momenteel in een voorstadium.

Tegen medio 1991 moeten de aanbestedingsplannen en -stukken klaar zijn, zodat rond die tijd met de aanbestedingsprocedure van wal kan worden gestoken. Het begin van de werkzaamheden wordt tegen eind 1991 in uitzicht gesteld; eind 1992 zouden ze voltooid moeten zijn.

De kosten van die studie worden op 15 miljoen geraamd. De kredieten daarvoor werden al vastgelegd. Volgens de huidige ramingen zullen de werkzaamheden 145 miljoen kosten.

In Poelkapelle is op dit ogenblik 184 ton munitie opgeslagen waarvan aangenomen wordt dat ze toxisch is; dit jaar werd 14 ton aangevoerd. Men kan onmogelijk bepalen hoeveel van die munitie echt toxisch is. Bij de ontworpen installatie zal een eerste bewerking derhalve toxische en niet-toxische munitie moeten scheiden, waarna de eigenlijke ontmanteling kan beginnen.

De robot die op de site met die munitie moet omgaan wordt normalerwijze eind oktober opgeleverd en in november definitief overgedragen.

En outre, le Ministre signale que la proposition a des répercussions dans des domaines où on ne les attend pas nécessairement.

Notre pays a ratifié en 1928 le protocole de Genève du 17 juin 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz toxiques et de moyens bactériologiques. Cette ratification a été assortie de deux réserves :

- la Belgique ne se sent liée que vis-à-vis des Etats signataires;
- cette interdiction n'est pas d'application à l'égard des Etats qui violeraient en premier le protocole (« droit de représailles »).

L'amendement n° 3 de M. Eerdeken (Doc. n° 739/4), qui constitue le nouvel article 1^{er} de la proposition, vise à définir les divers types d'armes chimiques et leurs composants. Les définitions s'inspirent des travaux en cours à Genève, dans le cadre de la conférence sur le désarmement chimique.

Pourtant, depuis une dizaine d'années, les négociations butent sur le problème très complexe que constitue la définition de ces armes.

Le texte de référence est en réalité un document de travail qui n'est pas finalisé et qui n'a pas encore fait l'objet d'un accord.

Au stade actuel, il est donc délicat d'adopter dans un texte légal des définitions à l'état de projet.

Le § 8 de l'article 1^{er} inséré par le même amendement prévoit que le Ministre de la Défense nationale est chargé d'établir, de tenir régulièrement à jour et de publier au *Moniteur belge* le registre des produits et agents chimiques dont la fabrication serait interdite.

De telles listes ne sont cependant pas de la compétence exclusive du Ministre de la Défense nationale. A tout le moins, le Ministre des Affaires économiques est concerné pour toutes les implications industrielles. De même, le Ministre d'Affaires étrangères l'est pour les implications internationales.

La formulation du nouvel article 2 (amendement n° 4) appelle également quelques réserves puisqu'elle dépasse le but poursuivi. Ainsi, en interdisant la production de certains types de précurseurs « létaux », on risque de paralyser le secteur de l'industrie chimique.

Le Ministre des Affaires étrangères a également fait valoir que le droit de représailles doit être maintenu tant qu'une convention internationale n'aura pas réglé définitivement cette situation.

Enfin, l'article 3 nouveau (amendement n° 5) prévoit l'élimination et la destruction de toutes les armes, munitions et agents chimiques de la première guerre mondiale se trouvant actuellement sur le territoire national. Il s'avère cependant que pour le dépôt du Paardemarkt (en face de Heist) où des quantités énormes de ces armes ont été stockées, les spécialistes considèrent que la « moins mauvaise » solution con-

Volgens de Minister heeft het voorstel voorts een weerslag op domeinen waar men die niet noodzakelijk verwacht.

In 1928 heeft ons land het Protocol van Genève van 17 juni 1925 betreffende het verbod van het gebruik in de oorlog van gifgassen en van bacteriologische middelen geratificeerd. Daarbij maakte ons land voorbehoud op twee punten :

- België verbond zich alleen tegenover de verdragsluitende landen;
- het verbod gold niet tegenover landen die als eerste het Protocol zouden schenden (« het recht op vergelding »).

Amendement n° 3 van de heer Eerdeken (Stuk n° 739/4), dat het nieuwe artikel 1 van het voorstel is geworden, strekt ertoe een definitie te geven van de onderscheiden soorten chemische wapens en de componenten daarvan. De definities gaan uit van de werkzaamheden die momenteel in Genève, in het raam van de conferentie over de chemische ontwapening, aan de gang zijn.

Al een tiental jaren rijzen bij die onderhandelingen echter aanzienlijke problemen telkens wanneer die wapens moeten worden gedefinieerd.

De tekst waarnaar wordt verwezen is in feite een nog niet afgerond werkdokument waarover nog geen overeenstemming bestaat.

In de huidige stand van zaken is het dan ook delicaat in een wettekst definities te hanteren die nog worden verfijnd.

Paragraaf 8 van artikel 1, die door hetzelfde amendement wordt ingevoegd, bepaalt dat « de Minister van Landsverdediging wordt belast met het regelmatig bijhouden en bekendmaken, in het *Belgisch Staatsblad*, van het register van de chemicaliën en chemische agentia waarvan de aanmaak verboden is ».

Voor dergelijke lijsten is echter niet alleen de Minister van Landsverdediging bevoegd : ook de Minister van Economische Zaken is dat, althans voor elke industriële betrokkenheid en de Minister van Buitenlandse Zaken wat de internationale implicaties betreft.

Men kan ook voorbehoud maken bij de formulering van het nieuwe artikel 2 (amendement n° 4) daar aan het beoogde doel wordt voorbijgegaan. De hele chemische industrie dreigt aldus stilgelegd te worden indien verboden wordt bepaalde types letale precursoren aan te maken.

De Minister van Buitenlandse Zaken onderstreept tevens dat het recht op vergelding moet worden behouden zolang een internationaal verdrag deze toestand niet definitief heeft geregeld.

Tot slot bepaalt het nieuwe artikel 3 (amendement n° 5) dat alle thans op Belgisch grondgebied opgeslagen chemische wapens, munitie en agentia uit de eerste wereldoorlog opgeruimd of vernietigd moeten worden. Inzake de opslagzone voor de kust van Heist (de zogenaamde « Paardenmarkt »-zandbank, waar dergelijke munitie in aanzienlijke hoeveelheden werd gedumpt, zijn deskundigen niettemin van oordeel dat

siste à laisser tout dans l'état actuel. Il ne faut donc pas toucher à ce dépôt mais continuer à le surveiller et à le contrôler. En cas d'enlèvement, le risque de pertes en vies humaines serait très important. Il faut par ailleurs préciser qu'il n'existe pas d'archives à ce propos.

Toutefois, on peut raisonnablement estimer que la nocivité du dépôt va décroître au fil du temps.

L'auteur de la proposition souligne la pertinence de l'argumentation développée par le Ministre. Il ajoute que la crise du Golfe a ramené à la une de l'actualité la problématique des armes chimiques.

Il considère que le mieux étant parfois l'ennemi du bien, sa proposition peut effectivement prêter le flanc à la critique. Ainsi, devant les difficultés qu'entraînerait l'application de l'article 3, le membre se déclare prêt à le retirer de la proposition. Cela ne signifie cependant pas qu'il faille relâcher la vigilance à ce propos.

Evoquant le problème de la définition des moyens de guerre chimique, l'orateur concède que le texte final n'en a pas encore été arrêté. La technicité de cette problématique rend difficile la transcription en termes durables de telles définitions.

Le membre comprend également qu'il ne faille pas mettre en péril les industries chimiques, qui n'auraient aucune visée militaire.

En conclusion, il constate que la proposition amendée débouche sur de nouveaux problèmes. Il entend donc lancer un appel aux autres groupes en vue d'aboutir à une nouvelle initiative parlementaire, qui prendrait soit la forme d'amendements supplémentaires ou celle d'une proposition de résolution contre-signée par l'ensemble des groupes.

L'intervenant suivant indique que c'est suite à une remarque du Conseil d'Etat (Doc. n° 739/2) qu'il a fallu procéder à une rédefinition d'une série de concepts très complexes. Il rappelle également, pour ce qui concerne les agents chimiques binaires, que les deux agents pris isolément ne représentent aucun danger et que c'est uniquement leur combinaison qui amène ledit danger. Peut-on pour autant interdire la production de ces produits?

Le même orateur relève également que dans le nouvel article 2 proposé, il est fait état d'une interdiction de l'étude des moyens de guerre chimique sur le territoire belge. Cela signifie donc qu'il faudrait, en toute logique, interdire au professeur Heyndrickx, expert international en la matière, de poursuivre ses travaux à l'Université à Gand.

Le membre concède que les progrès enregistrés au cours des négociations de Genève sont lents. Il rappelle toutefois qu'un accord a été signé entre les Présidents Bush et Gorbatchev pour réduire rapidement de 80 % leurs stocks respectifs d'armes chimiques.

Il n'est donc pas indiqué que notre pays joue cavalier seul en ce domaine en dénonçant le protocole de

de la minst slechte oplossing erin bestaat om alles te laten zoals het is. Die opslagzone hoeft dus niet te worden opgeruimd; maar wel moet er blijvend toezicht op worden gehouden. Indien alle munitie wordt opgeruimd zou dat een groot aantal mensenlevens kunnen vergen. Overigens zij onderstreept dat daarover geen archief bestaat.

Toch kan men met rede stellen dat het gevaar van de opslagplaats mettertijd zal afnemen.

De indiener van het voorstel onderstreept dat de argumenten van de Minister pertinent zijn. Hij voegt eraan toe dat de Golfcrisis de problemen rond chemische wapens weer op het voorplan heeft gebracht.

Hij vindt dat zijn voorstel inderdaad vatbaar is voor kritiek; de meest deugdelijke oplossing is immers niet noodzakelijk de beste. Het lid is derhalve bereid artikel 3 van het voorstel in te trekken, rekening houdend met de problemen die door de toepassing ervan kunnen rijzen. Dit betekent echter niet dat men in dat verband minder waakzaam hoeft te zijn.

Inzake de moeilijkheden die rijzen bij de definitie van wat chemische oorlogsmiddelen zijn, geeft spreker toe dat de definitieve tekst nog niet is vastgesteld. Het probleem is zo technisch dat dergelijke definities moeilijk in duurzame bewoordingen kunnen worden omgezet.

Het lid begrijpt eveneens dat de takken van de chemische industrie die geen enkel militair doel hebben niet in gevaar mogen worden gebracht.

Afrondend stelt hij vast dat het geamendeerde voorstel nieuwe problemen veroorzaakt. Hij wil de andere fracties derhalve oproepen een nieuw parlementair initiatief uit te werken via bijkomende amendementen of een voorstel van resolutie dat door alle fracties medeondertekend wordt.

De volgende spreker stelt vast dat een aantal zeer ingewikkelde begrippen opnieuw moesten worden omschreven naar aanleiding van een opmerking van de Raad van State (Stuk n° 739/2). Wat de binaire chemische agentia betreft, brengt hij tevens in herinnering dat de twee agentia afzonderlijk geen enkel gevaar opleveren. Ze zijn pas gevaarlijk wanneer ze worden samengevoegd. Is dat een reden om de aanmaak van die produkten te verbieden?

Dezelfde spreker merkt voorts op dat het voorgestelde nieuwe artikel 2 het verbod inhoudt om op Belgisch grondgebied chemisch oorlogsmateriaal te bestuderen. Logischerwijze zou professor Heyndrickx, een internationale deskundige ter zake, zijn onderzoek aan de Gentse Universiteit dan ook niet mogen voortzetten.

Het lid geeft toe dat de onderhandelingen in Genève maar traag opschieten. Hij memoreert echter dat de presidenten Bush en Gorbatsjov een overeenkomst hebben ondertekend om binnen afzienbare tijd hun respectieve arsenalen van chemische wapens met 80 % in te krimpen.

Het is dan ook niet aangewezen dat ons land in dat verband opeigen houtje handelt en zonder voorafgaand

Genève de 1925, sans concertation préalable avec ses partenaires occidentaux.

Pour lever les deux réserves émises à l'époque, une approche globale mettrait davantage de poids dans la balance.

Enfin, il n'est pas prudent de déterminer un délai pour l'enlèvement des armes chimiques. Cette tâche se révèle si dangereuse qu'il faut laisser le temps nécessaire aux spécialistes du Service de Déminage. Il ne faut, en outre, pas sous-estimer les répercussions éventuelles sur l'environnement.

En conclusion, l'intervenant admet la nécessité d'envisager une initiative commune en la matière, par voie d'amendement ou de proposition de résolution. Il ne faut toutefois pas vouloir aller trop loin et lier le Ministre pieds et poings au moyen d'un texte trop contraignant et par la même inapplicable.

Le Rapporteur voudrait savoir s'il y a une évaluation périodique de la diminution de la nocivité dans les stocks d'armes chimiques de la première guerre mondiale. Quand estime-t-on que cette nocivité aura complètement disparu?

Plusieurs membres partagent les préoccupations énoncées. La proposition de résolution semble, à leur yeux, constituer la meilleure solution.

Un membre s'interroge sur la nature du risque que représentent les dépôts actuels. Organise-t-on une surveillance? Ne faut-il pas craindre des sabotages ou des intentions criminelles? Il y a assurément lieu d'observer une certaine discrétion à ce propos.

L'auteur de la proposition se félicite du consensus rencontré et indique que l'utilisation de la technique de résolution lui semble plus facile à concevoir. Cela ne signifie toutefois pas qu'il faille oublier définitivement la proposition de loi, même si celle-ci est manifestement prématurée pour l'instant. Il faudra la réexaminer en temps opportun.

En ce qui concerne les munitions entreposées, *le Ministre* réaffirme que toutes les mesures sont prises à Houthulst pour éviter les problèmes. Toutefois, si l'on considère l'état dans lequel se trouvent ces munitions, il est évident qu'on ne peut les laisser ainsi. Entretemps, il faut protéger au maximum le site. C'est ainsi que le survol du lieu a d'ores et déjà été interdit.

Pour Zeebrugge, le problème est plus délicat, puisqu'il y a un problème de compétences. Les spécialistes de la Défense nationale, qui ont travaillé à ce dossier, l'ont fait sous la double compétence des Travaux publics et du Secrétariat d'Etat à l'Environnement. La Région flamande est également associée à la problématique.

Un membre souscrit aux remarques formulées par le Ministre. Il s'interroge toutefois sur la situation précise du futur gazoduc, qui reliera le terminal de Zeebrugge avec la Norvège, par rapport au site de stockage devant Heist. Le Ministre a-t-il été consulté à ce propos?

overleg met zijn westerse partners het Protocol van Genève van 1925 opzegt.

Een algemene aanpak zou veel meer gewicht in de schaal leggen om het dubbele voorbehoud van weleer op te heffen.

Voorts is het ook niet raadzaam om voor het opruimen van de chemische wapens een termijn vast te leggen. Het is een erg gevaarlijke klus, waarvoor de specialisten van de ontminningsdienst dan ook over voldoende tijd moeten beschikken. Ook mogen eventuele gevolgen voor het milieu niet worden onderschat.

Tot slot geeft spreker toe dat een gemeenschappelijk initiatief in dat verband noodzakelijk is. Dat kan via een amendement of een voorstel van resolutie. Toch moet men niet te ver willen gaan. Het heeft geen zin de Minister aan handen en voeten te binden met een al te strenge en in se onuitvoerbare tekst.

De Rapporteur wenst te vernemen of op geregelde tijdstippen wordt nagekeken hoe schadelijk de voorraden chemische wapens uit de eerste wereldoorlog nog zijn. Heeft men enig idee wanneer die wapens volledig onschadelijk zullen zijn?

Verscheidene leden delen de bezorgdheid van de vorige sprekers. Het voorstel van resolutie lijkt hen dan ook de beste oplossing.

Een lid vraagt zich af welke risico's de huidige opslagplaatsen vormen. Moeten ze worden bewaakt? Loopt men niet het gevaar dat er sabotage of andere misdrijven worden gepleegd? Vanzelfsprekend is enige discretie hier aangewezen.

De indiener van het voorstel verheugt zich over de consensus die kon worden gevonden en ziet in dat de resolutie een beter middel is. Dat betekent evenwel niet dat het wetsvoorstel dan maar definitief moet worden afgevoerd, ook al is het op dit ogenblik duidelijk voorbarig. Te gelegener tijd kan het opnieuw worden besproken.

Wat de opgeslagen munitie betreft, bevestigt *de Minister* nogmaals dat in Houthulst alle mogelijke maatregelen zijn genomen om problemen te voorkomen. Gelet op de staat van die munitie ligt het evenwel voor de hand dat men het niet hierbij kan laten. Ondertussen moet de plaats zo goed mogelijk worden beschermd. Dat is de reden waarom voortaan niet meer over het gebied mag worden gevlogen.

Zeebrugge ligt een stuk moeilijker, omdat hier een bevoegdheidsprobleem rijst. De specialisten van Landsverdediging, die aan dat dossier hebben gewerkt, ressorteerden daarvoor onder de bevoegdheid van zowel Openbare Werken als het Staatssecretariaat voor Leefmilieu. Ook het Vlaamse Gewest is bij de zaak betrokken.

Een lid sluit zich aan bij de opmerkingen van de Minister. Toch heeft hij vragen rond de precieze ligging van de gaspijpleiding (die de terminal van Zeebrugge met Noorwegen zal verbinden) ten opzichte van de opslagzone voor de kust van Heist. Wordt de Minister daarover geraadpleegd?

Le Ministre précise que les spécialistes des Travaux publics et de la Région flamande connaissent parfaitement le dossier. Il leur appartient de prendre toutes les mesures pour éviter les interférences entre ce dossier énergétique et la situation du « Paardemarkt ».

*
* *

Pétition

Par pétition datée à Kortemark, le 14 juin 1989, le Conseil communal de Kortemark transmettait une motion concernant la surveillance et la destruction des projectiles contenant des gaz de combat et autres armes chimiques stockés sur le territoire de la commune de Houthulst.

B. VOTE

La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité.

M. Eerdekens retire dès lors sa proposition de loi n° 739.

Le Rapporteur,

S. DE RAET

Le Président,

Ch. POSWICK

De Minister preciseert dat de specialisten van Openbare Werken en het Vlaamse Gewest over een perfecte dossierkennis beschikken. Zij moeten dan ook alle mogelijke maatregelen nemen om overlapping van het energiedossier en de problemen rond de « Paardenmarkt » te voorkomen.

*
* *

Petitie

Bij een petitie d.d. Kortemark, 14 juni 1989, heeft de Gemeenteraad van Kortemark een motie overgezonden betreffende de bewaking en de vernietiging van met strijdgassen geladen projectielen en andere chemische wapens die op het grondgebied van de gemeente Houthulst zijn opgeslagen.

B. STEMMING

Het voorstel van resolutie wordt eenparig aangenomen.

Bijgevolg trekt de heer Eerdekens zijn wetsvoorstel n° 739 in.

De Rapporteur,

S. DE RAET

De Voorzitter,

Ch. POSWICK